

NATIONAL UNIVERSITY OF IRELAND, GALWAY

FACULTY OF LAW

SUMMER EXAMINATION 1998/99

2<sup>nd</sup> YEAR BACHELOR OF CORPORATE LAW

LEGAL FRENCH

(LW 213)

Professor Sherigam  
Professor Campbell  
Professor O'Gormaille  
Ms Cacciaguidi-Fahy

Time: THREE Hours  
Answer EACH question  
No dictionary allowed

1. Traduction (20 marks)

Traduisez le texte suivant en français

Since its entry into the European Community, Ireland has been subject to the Community Treaties, in application of section 2(1) of the EC Act 1972. This provision means that all present and future Community law is to be enforced without further enactment by the Dail. As a result, provisions of the Treaties became part of Irish law and where there is a conflict between Community legislation and national legislation, the former prevails (contradictory national legislation is automatically repealed). Therefore, to become part of the law of the Irish Republic, Community law must be directly applicable in the sense of creating rights and duties enforceable by and against individuals.

There are two sources of Community legislation:

- Primary legislation contained in the Treaties and;
- Secondary legislation also known as Community instruments.

Furthermore, in accordance with the provisions of the Treaty of Maastricht, the European Parliament acting jointly with the Council, the Council and the Commission shall:

- Make regulations which are fully binding and have force of law in the Member States;
- Issue directives which leave each Member State free to choose the means of implementing the necessary laws or administrative measures such as the recent one on parental leave (3<sup>rd</sup> December 1998). A time limit is fixed for the implementation of such measures;
- Take decisions, which only binds those involved;
- Make recommendations or deliver opinions which have no binding force.

2. Traduction (20 marks)

Traduisez le texte suivant en anglais

Le contrat de travail est une convention par laquelle une personne, le salarié, s'engage en contrepartie d'une rémunération appelée salaire, à exercer une certaine activité au profit et sous la subordination d'une autre personne, l'employeur.

Un contrat de travail est composé de 3 éléments essentiels: la prestation de travail, la rémunération et la subordination juridique, qui place le salarié sous l'autorité de l'employeur. Ce lien de subordination permet de distinguer le contrat de travail du contrat d'entreprise, car à la différence du salarié, le travailleur indépendant n'est pas lié par un contrat de travail mais par un contrat d'entreprise et n'a pas d'ordre à recevoir de son client.

Le contrat de travail doit contenir la fonction et la qualification de l'employé, la rémunération, les horaires et le lieu de travail, la période d'essai (au cours de laquelle les parties peuvent rompre le contrat à tout moment) et la durée du contrat, qui est en principe soit déterminée ou indéterminée.

### **3. Etude de cas**

**Lisez le passage suivant, puis répondez aux questions ci-dessous:**

Des contrats pour la commercialisation de pommes ont été signés entre la France et l'Espagne. Peu après de temps, et ce, sans plaintes à l'égard des pommes espagnoles, l'Etat français empêche la libre entrée de toutes les pommes d'origine espagnole sur son territoire. L'Etat espagnol, mécontent, demande des explications. La France justifie son comportement par des dissensions internes et continue de refuser l'entrée des marchandises espagnoles. Devant ces difficultés, l'Espagne décide de porter plainte contre la France à la Cour de justice des Communautés européennes.

Estimant le recours fondé, la Cour a constaté un manquement au traité des Communautés et, par un arrêt en date du 25 mai, déclare le comportement de l'Etat français non-conforme au traité.

- Quelle est la nature du recours porté devant la CJCE?
- Décrivez-en brièvement la procédure.
- Quelles sont les conditions de recevabilité de cette action?
- Qui a agit auprès de la Cour?
- Sur quel fondement (principe juridique)?
- Quelle est la décision prise par la CJCE?
- Que se passerait-il si la France décide de ne pas se conformer à l'arrêt de la CJCE?
- La France peut-elle interjeter appel contre l'arrêt de la CJCE?
- Quelle sont les différences entre un recours en annulation, un recours en carence, un recours en manquement et un renvoi préjudiciel?

### **4. Dissertation (40 marks)**

**Discutez de l'un (1) des sujets suivants**

(a) Qu'est ce qu'un commerçant en droit français?

**OU**

(b) Comment est administrée l'administration du territoire français?

**OU**

(c) Comparez les sources du droit irlandais et les sources du droit français.

**OU**

(d) L'information et la protection des consommateurs.